

**VIIe congrès de l'Association française
de science politique**

Lille, 18, 19, 20 et 21 septembre 2002

Table-ronde n°4

« La radicalisation en politique »

Sous la direction de Annie Collovald et B. Gaïti

**La radicalisation de l'espace public
par les médias-activistes**

Les pratiques du web lors du second Forum social mondial de Porto Alegre

Dominique Cardon,

Laboratoire Usages, Créativité, Ergonomie,
France Télécom Recherche & Développement
domi.cardon@rd.francetelecom.com

Fabien Granjon

Laboratoire Usages, Créativité, Ergonomie,
France Télécom Recherche & Développement
fabien.granjon@rd.francetelecom.com

Il n'est pas un article de presse consacré aux mobilisations internationales de la « Génération Seattle » qui ne paraisse sans un encadré sur la place d'Internet dans la galaxie de mobilisations hétérogènes que l'on reconnaît aujourd'hui sous le nom de mouvement « anti-mondialisation » (MAM)¹. On ne s'est sans doute jamais autant servi d'une technologie de communication pour décrire un répertoire d'action militant. Tout se passe parfois comme si le label Internet servait d'indispensable brevet de nouveauté à un mouvement en mal de rupture avec ses nombreuses généalogies. Aussi caricaturale soit-elle, cette association témoigne sans doute moins de la généralisation de la pratique de l'Internet dans ces espaces que de l'usage effectivement assez innovant qui en est fait par une fraction d'acteurs occupant une position carrefour dans les réseaux militants. Plusieurs travaux ont déjà mis en avant, dans le cas de la France, la relation qui unissait l'Internet à la frange du mouvement social se revendiquant comme un « pôle de radicalité »². On peut isoler trois types d'interprétation de cette proximité du militantisme « anti-mondialisation » avec l'Internet. La première, d'inspiration fonctionnaliste, pourrait s'inscrire dans le courant des *uses and gratifications* de la sociologie des médias. Elle s'attache à montrer comment Internet en tant qu'outil a pu apparaître comme un dispositif technique adapté aux exigences d'une coordination flexible au niveau international. La seconde cherche à mettre en scène un ensemble de correspondances formelles et sémantiques entre l'outil technique et l'organisation du MAM. Peter Dahlgren³ ou Manuel Castells⁴ émettent par exemple l'hypothèse qu'il existerait une sorte de compatibilité entre l'architecture acentrée d'Internet qui permet de tisser des liens entre des acteurs, des textes et des organisations sans imposer de hiérarchie et d'ordre et le fait que les acteurs collectifs du mouvement « anti-mondialisation » s'accordent sur les principes d'une lutte commune en évitant de développer une plateforme partagée qui risquerait de faire apparaître des divergences d'intérêt ou de positions. Une troisième manière d'approcher la question, inspirée de l'anthropologie des techniques, cherche à montrer comment les dispositifs sociotechniques enferment des principes normatifs, des représentations et des idéologies qu'il est possible de mettre au jour lors de leur conception, de leurs premiers usages, dans le cours même des mobilisations et surtout dans des situations tendues ou critiques. Les inventeurs de l'Internet ont ainsi matérialisé un ensemble de valeurs culturelles qui exerce un effet persistant sur la forme (distribuée) du réseau, sur son organisation (libérale) et sur les pratiques (solidaires) des internautes⁵. Ces trois approches présentent l'intérêt d'éclairer différents aspects du phénomène. Elles précisent comment les acteurs de

1. Cf. Losson (C.), Quinio (P.), *Génération Seattle. Les rebelles de la mondialisation*, Paris, Grasset, 2002. Par exemple et parmi beaucoup d'autres : Castells (M.), « Le développement d'Internet, qui était exponentiel, trouve actuellement sa limite », *Le Monde*, 1/06/02 ; Zarachowicz (W.), « Aarrg ! Faut Réagir ! Chiche ! A l'Attac ! Les jeunes militants renouvellent les formes de contestation », *Télérama*, n° 2725, 3 avril 2002. Cette communication présente quelques éléments d'une recherche collective portant sur la place des nouvelles technologies dans la constitution d'un espace public transnational avec C. Aguiton, F. Carmagnat, B. Chevallier, A. Messin et S. Tarozzi.

2. Alors que, à quelques exceptions près, les acteurs de l'espace politique conventionnel n'ont pas prêté une très grande attention aux nouveaux dispositifs de communication télématiques [« www.democratie_locale.fr », *Hermès*, 26-27, CNRS Editions, 2000], l'Internet est devenu un instrument privilégié du répertoire d'action de groupements comme Agir ensemble contre le chômage (AC !), Act Up-Paris, Attac, les sans-papiers, etc. Ces mouvements ont développé des pratiques d'échange autour des listes de diffusion, ont vu leur structure affectée par des mobilisations se déroulant au sein des listes de diffusion interne et ont utilisé l'Internet comme outil d'intervention directe dans l'espace public. Cf. Granjon (F.), *L'Internet militant. Mouvement social et usages des réseaux télématiques*, Rennes, Apogée, 2001 ; Trautmann (F.), *Internet au service de la démocratie ? Le cas d'ATTAC*, Cahier du CEVIPOF, n° 30, octobre 2001 ; Ollitrault (S.), « De la caméra à la pétition-Web. Le répertoire médiatique des écologistes », *Réseaux*, vol. 17, n° 98, 1999, p. 153-185.

3. Dahlgren (P.), « L'espace public et l'internet. Structure, espace et communication », *Réseaux*, vol. 18, n° 100, Hermès Science, Paris, 2000, p. 157-186.

4. Castells (M.), *La galaxie Internet*, Paris, Fayard, 2001, p. 176.

5. Flichy (P.), *L'imaginaire d'Internet*, Paris, La Découverte, 2001.

ces nouveaux mouvements contestataires exploitent effectivement les TIC dans des contextes d'action originaux (réseaux d'échanges denses et multiplexés, coordination temporelle fortement contrainte, échanges internationaux nombreux, etc.). Elles témoignent de la mise en place de coordinations, souvent fragiles et instables, entre acteurs internationaux de la société civile (ONG, mouvements de citoyens, syndicats, collectifs locaux, etc.), prémisses du développement d'une « mondialisation par le bas⁶ ». Elles donnent sens à la rencontre des militants de l'Internet libre et des jeunes militants issus de groupes étudiants radicaux faisant cause commune dans leur hostilité au monopole des firmes multinationales et leur volonté de développer des collectifs auto-organisés, anti-hiérarchiques, coopérativistes et affinitaires.

Nous voudrions proposer ici une interprétation légèrement différente en observant les formes et le sens des énoncés critiques qui se déploient au sein des multiples dispositifs de communication sur réseaux investis par les militants du mouvement « antimondialisation ». La critique des médias constitue en effet une dimension centrale dans la constitution de ce mouvement. L'échange et l'accès à l'information, la mise en discussion et les procédures coopératives, le souci de la transparence et la constitution de points d'appui permettant d'élever une contre-expertise constituent autant de caractéristiques – sans doute assez singulières – des formes d'action caractérisant cette mobilisation. De fait, la critique des médias peut prendre deux directions assez différentes. La première, dont *Le Monde diplomatique* est le représentant attitré en France, s'attaque à la déformation systématique de l'information, à la reproduction des schèmes de perception et de pensée des élites politiques et économiques et à la clôture de l'espace journalistique sur ses enjeux professionnels et bénéficie depuis quelques années du succès d'édition des ouvrages de Serge Halimi, Pierre Bourdieu, Noam Chomsky et Ignacio Ramonet⁷, auteurs qui occupent une place importante dans le répertoire de certains des militants de l'information que nous allons rencontrer dans cette enquête. La seconde, d'inspiration libertaire, appuie surtout la revendication d'une prise de parole ouverte à tous et libre de toute contrainte rédactionnelle dans l'espace public. Moins focalisée sur la question de la vérité que sur celle de l'affirmation expressive des subjectivités, elle s'attache principalement aux droits du locuteur. De façon sans doute beaucoup plus indirecte, on peut lui trouver des sources d'inspiration dans les textes sur les médias de Félix Guattari et l'identifier aujourd'hui à la thématique des multitudes développées par Michaël Hardt et Toni Negri⁸. Même si ces deux thématiques sont parfois confondues, et peuvent être partagées, les traditions idéologiques qui les nourrissent sont sensiblement différentes. La première critique centrée sur l'épistémologie de l'information et la critique du fonctionnement du champ journalistique se montre souvent très critique à l'égard des postulats « naïfs » des participationnistes et de l'esprit libéral-libertaire de la seconde. Par ailleurs, et de façon très significative, elle ne partage pas son engouement pour Internet⁹. Les médias électroniques sont en effet au cœur des projets alternatifs de reconfiguration de l'espace public dans une visée anti-hégémonique. Et on voudrait montrer dans cette communication que ces deux

6. Barlow (M.), Clarke (T.), *La bataille de Seattle. Société civile contre mondialisation marchande*, Paris, Fayard, 2002, p. 16. Voir les exemples de coordinations associatives internationales de l'Internet citoyen cartographié dans Peugeot (V.), « L'Internet citoyen. De la fracture numérique au projet de société », *Les cahiers du numérique*, vol. 2, n° 3, 2001.

7. Cf. par exemple Halimi (S.), *Les nouveaux chiens de garde*, Raison d'agir, Paris, 1998 ; Bourdieu (P.), *Sur la télévision*, Raison d'agir, Paris, 1995 ; Chomsky (N.), Herman (H. S.), *Manufacturing Consent. The Political Economy of the Mass Media*, Pantheon Books, New York, 1988 ; Ramonet (I.), *Propagandes silencieuses. Masses, télévision, cinéma*, Galilée, Paris, 2000 ; ainsi que le site de l'association *Action Critique Médias (ACRIMED)*, <http://acrimed.samizdat.net>.

8. Guattari (F.), *La révolution moléculaire*, 10/18, Paris, 1977 ; Guattari (F.) « Vers une ère post-média », *Terminal*, n° 51, octobre-novembre 1990 ; Hardt (M.), Negri (A.), *Empire*, Paris, Exils Editeur, 2000.

9. Cf. Halimi (S.), « Des "cyber-résistants" trop euphoriques », *Le Monde Diplomatique*, août 2000.

manières de critiquer les médias sont à l'origine de la mise en place de deux types sensiblement différent de média alternatifs dans le monde de l'Internet militant.

La couverture du Forum social mondial de Porto Alegre sur le web

Dans la prolongation de travaux antérieurs portant sur les formes de l'opinion et de la critique¹⁰, nous voudrions proposer quelques pistes d'analyse de la radicalisation de la parole critique portée sur le web par les (militants) producteurs d'information. Pour ce faire, nous analyserons la couverture par les médias traditionnels et Internet du Forum social mondial (FSM 2002), événement-clé dans la constitution du Mouvement « anti-mondialisation »¹¹. Nous avons distingué trois types de publication (cf. tab. 1) : (1) les *médias centraux* (entreprises de presse « traditionnelles » de l'espace médiatique), (2) les *médias engagés* (entreprises de presse affirmant des positions de soutien affirmé au Mouvement « anti-mondialisation » et par les équipes rédactionnelles de certaines organisations militantes), (3) les *média-activistes* (groupes souvent sans structure d'acteurs soutenant la production d'une information alternative sur le modèle de l'*open publishing*). La distinction entre ces trois types de médias permet de faire apparaître les traits les plus importants de l'organisation de la publication et de mettre au jour les tensions et les dynamiques propres à l'espace public numérique.

Dans la catégorie des *médias centraux*, nous avons réuni les entreprises de presse « traditionnelles » de l'espace médiatique français (*Le Monde, Libération, Le Figaro*, etc.). A quelques variations de longueur près, il n'y a pas de vraies différences entre les articles publiés dans les journaux dans leur version papier et ceux qui sont produits pour les sites électroniques.

La seconde catégorie des *médias engagés* réunit les acteurs les plus nombreux et incontestablement les plus actifs du FSM 2002. Certains sont des *webzines* militants n'ayant pas d'autre support que l'Internet (*Pénélopes, Cybersolidaires*), d'autres sont les sites web d'une publication papier ayant une ligne éditoriale clairement « engagée » au côté du Mouvement « anti-mondialisation » (*Rouge, Politis, Témoignage Chrétien* ; une partie de ces organes de presse se retrouvent dans notre corpus derrière le portail *Médiasol*), d'autres enfin sont liés à une organisation (FSM-ATTAC) ou directement produit par des militants (site personnel de G. Bertrand). Se posant directement dans une logique de concurrence/répulsion avec les structures médiatiques traditionnelles, les *médias engagés* ne cherchent pas simplement à contrôler l'information concernant leur organisation mère mais souhaitent aussi donner sens à la relation assez intime qui existe entre le type de militantisme (intellectuel, cognitif, expert, etc.) dont ces organisations sont porteuses et leur volonté de participer aux débats au sein de l'espace public en promouvant des thèmes nouveaux. A cet égard, l'Internet offre aux *médias engagés* des ressources originales pour faire exister une parole organisationnelle réactive et facilement accessible (aux journalistes mais aussi aux multiples publics auxquels elles s'adressent : leurs militants, les militants d'autres organisations proches, les universitaires, les experts des institutions publiques). Il permet de développer à

10. Cardon (D.), « Comment se faire entendre ? Les prises de parole des auditeurs de RTL », *Politix*, n° 31, 3ème trimestre 1995, p. 145-186 ; Cardon (D.), Heurtin (J.-P.), « La critique en régime d'impuissance. Une lecture des indignations des auditeurs de France-Inter », in François (B.), Neveu (E.) (dir.), *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1999, p. 85-119.

11. Le Forum Social Mondial est né de l'initiative de responsables associatifs brésiliens. Il est largement soutenu par l'Association pour une Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens (*Attac-France*) et se présente comme le contre-sommet « officiel » du mouvement « anti-mondialisation », en réponse au *World Economic Forum* (WEF). La seconde édition du Forum Social Mondial s'est tenue du 31 janvier au 5 février dernier à Porto Alegre (Rio Grande do Sul – Brésil), en contrepoint du WEF qui avait, cette année, établi ses quartiers à New York.

faible coût un média conférant une signature et une logique propre aux discours des ONG, tout en développant des liens ouverts avec d'autres organisations proches ou lointaines.